

Louvain-la-Neuve, le 28 juillet 2017

Secteur de la santé : moins de maisons médicales pour une santé à deux vitesses ?

C'est avec effarement que l'Assemblée Générale des Étudiant-e-s de Louvain-en-Woluwe (AGW) a récemment appris une nouvelle décision de la part de la Ministre Madame De Block. Notre Conseil Étudiant, qui regroupe la plupart des étudiant-e-s en sciences de la santé de l'UCL dont ceux en médecine, a fréquemment l'occasion de se positionner quant aux actions du Ministère fédéral. Il est a priori louable de vouloir disposer d'informations claires et précises et ainsi de procéder à différents audits. Cependant, nous avons déjà, en novembre dernier, fait part de notre étonnement quant à la volonté déterminée de Madame la Ministre de geler la création de nouvelles maisons médicales (dans l'attente dudit audit). Pourquoi en effet s'acharner à ce point sur une pratique pourtant éminemment sociale, économiquement rentable (comme démontré dans plusieurs études) et qui a démontré ses effets bénéfiques sur les soins de santé de première ligne? De plus, les économies potentielles sont infimes en comparaison de l'argent dépensé dans certaines rémunérations ou encore dans la marge de bénéfices de certains médicaments remboursés par la sécurité sociale par exemple.

Nous, étudiant-e-s, ne voulons pas exercer plus tard dans un environnement d'une médecine à deux vitesses, où les plus précaires ont toujours moins d'accès aux soins, et où la santé devient un luxe et non plus un droit.

La récente carte blanche publiée par Le Vif, la semaine passée, a donc le mérite de mettre la lumière sur ce point. Nous avons, en tant qu'étudiant-e-s, un lien particulier avec les Maisons Médicales. En effet, nous avons pu y effectuer de nombreux stages. Nous avons pu ainsi découvrir une pratique plus sociale et plus en contact avec les couches populaires de la société dont sont hélas trop souvent déconnectés celles et ceux qui fréquentent l'Université.

Actuellement, 900 000 personnes reportent une consultation chez le médecin pour des raisons financières. Nos cours nous enseignent page après page à quel point une prise en charge précoce est bénéfique à tous points de vue. Dans cet objectif, les Maisons Médicales se révèlent très souvent être un acteur efficace. La vision que notre Conseil Étudiant a toujours voulu défendre est celle d'une médecine de qualité, publique et accessible à tous. Or, c'est là où le bât blesse.

Non contente de couper massivement dans le budget de celle-ci en juin dernier (on atteint les 7% de budget en moins, avec de nombreuses conséquences sur le terrain pour les patient.e.s), la Ministre a décidé de confier la réalisation d'un audit sur le fonctionnement des maisons médicales à une firme privée, qui de surcroît est connue pour défendre un modèle de soins de santé à l'opposé de celui que nous prônons. La firme en question, KPMG, est déjà connue de nos confrères britanniques pour avoir participé à brader les secteurs les plus lucratifs de leur système de soins de santé à des multinationales. Cela lui avait valu, à elle et ses semblables, de se trouver qualifié par le quotidien The Guardian de « Dracula nommé à la direction de la banque du sang ».

Si Madame la Ministre désire réellement optimiser le fonctionnement des soins de santé dans notre pays, il est difficile de voir dans les Maisons Médicales la cible prioritaire. Si malgré cela, c'est ici que Madame De Block voit le problème, la moindre des choses est d'en effectuer une étude neutre, apaisante et objective. Notre pays regorge de chercheurs en santé publique dont les travaux peuvent apporter des éclaircissements, et le choix d'une firme incontestablement partisane d'une privatisation des soins de santé ne peut raisonnablement pas être imputée à la bonne foi ou à la naïveté.

Nous soutenons les maisons médicales dans leur lutte pour la défense de la santé de leurs patients. Nous sommes convaincu.e.s que si un audit doit être fait, il devrait être réalisé par un organisme indépendant. En quelque sorte, Madame De Block fausse d'avance les dés pour arriver aux conclusions qui sont celles de son idéologie, que nous savons dangereuses pour la survie de notre modèle de soins de santé ainsi que pour la qualité de nos pratiques futures.

Contact

Mathieu Fraipont, **Secrétaire**
général 0473/37.81.86
mathfraipont@aglouvain.be